

Yverdon/Zurich/Lugano, le 26 juin 2012

Les Nations Unies font le lien entre pauvreté et marché de la drogue alors que sort un nouveau rapport sur le VIH/SIDA.

Le 26 juin, l'assemblée générale des Nations Unies fait un premier pas pour changer notre vision de la prohibition des drogues. Cette étape importante est saluée par les professionnels suisses des addictions, qui voient ainsi leurs positions sur le « deal de rue » enfin reconnue. Le même jour, la « Global Commission on Drug Policy » a sorti son nouveau rapport sur les liens entre politiques drogues et le VIH/SIDA.

Le marché des drogues a des conséquences graves sur les pays les plus fragiles et les personnes les plus pauvres de la planète. La criminalité, induite par la prohibition, compromet la réalisation des objectifs du millénium. C'est en substance ce qu'ont reconnu les membres de l'assemblée générale des Nations Unies aujourd'hui.

Les professionnels suisses des addictions saluent cette nouvelle posture, qui fait désormais clairement le lien entre pauvreté, relations nord-sud, et trafic de drogues. Ce dernier a été longtemps vu comme un phénomène exogène que l'on pourrait « éradiquer » par volontarisme. La vénérable assemblée s'ouvre à une vision plus nuancée, qui appelle donc de nouvelles réponses, qui ne peuvent forcément pas être que répressives.

Politique drogue, développement et pauvreté

Le marché de la drogue est avant tout une source de profit énorme. Le système de prohibition actuel revient de fait à une libéralisation d'un secteur qui génère, toujours selon l'ONU, plus de 320 milliards de profit net par année. Au vu des difficultés auxquelles font face certaines régions du monde en termes socio-économiques, il n'est pas surprenant de voir de plus en plus d'individus et de pays s'engager sur la voie de la production et de la distribution de drogues.

Dire cela n'excuse en rien ceux qui s'engagent dans des activités illégales, mais montre simplement que le chemin pour lutter contre ce marché dépasse forcément, et de loin, la seule répression. Le monde est aujourd'hui devenu trop complexe pour gérer les problèmes de manière simpliste. Ainsi, l'ONU a raison de rappeler l'importance du respect des objectifs du millénaire. Il s'agit de prendre le problème à la racine.

Une réponse encore bien timide

Cependant, au lieu de tirer les conséquences de ce nouveau constat, les mêmes vieilles recettes sont invoquées. Bien que ce lien avec la pauvreté et le développement implique implicitement que la stratégie du tout répressif ne peut pas fonctionner, la ligne de la répression tout azimut reste pour l'instant le chemin à suivre. Pour combien de temps ?

Malheureusement, en se focalisant trop sur les mesures répressives, nous avons produit plus de mal que de bien. Les dégâts occasionnés demandent aujourd'hui un changement de cap, en mettant davantage l'accent sur la santé publique et les droits humains. A cet égard, le nouveau rapport de la Global Commission on Drug Policy (Ruth Dreifuss, Kofi Annan, Javier Sloana, etc.) met en lumière les liens qui existent entre santé publique et politique répressive sur les drogues. C'est résolument vers de nouvelles solutions, qui mettent au centre la santé publique et les droits humains, qu'il convient de se tourner.

Conséquences aussi en Suisse

Aujourd'hui, les grandes villes suisses sont frappées de plein fouet par les nuisances du marché des drogues. Sur le terrain, également en Suisse, les constats de l'assemblée générale des Nations Unies se confirment. C'est avant tout à cause des problèmes de développement dans d'autres pays que les réseaux criminels recrutent si facilement leur personnel, pour la contrebande (le phénomène des « mules » par exemple), ou pour la revente dans la rue. Tant que les inégalités seront ce qu'elles sont, il y aura des trafics et il est donc indispensable de rééquilibrer nos politiques.

Il semble ainsi illusoire de vouloir combattre ce marché par la seule répression, au moins tant que les questions de développement au niveau mondial ne seront pas réglées. Nous devons donc nous tourner vers de nouvelles solutions. La Suisse, pionnière en matière de politique drogue, a des réponses à apporter. Son positionnement sur les droits humains au niveau international en fait un acteur crédible, capable de faire avancer le débat.

Contact : Jean-Félix Savary, secrétaire général, 079 345 73 19